



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Préfecture
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'utilité publique

ARRÊTÉ PREFECTORAL n° DIRCOL 2016_0509 du 19 SEP. 2016

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral modificatif relatif à l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent délivrée à la Société Futures Energies Landes de Lavernat sur le territoire de la commune de LAVERNAT

La Préfète de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L553-4 dans sa rédaction antérieure ;

Vu la demande en date du 20 décembre 2013 de la Société Futures Energies Landes de Lavernat, dont le siège social est situé 3, Allée d'Enghien à Villers-les-Nancy, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 6,4 MW sur le territoire de la commune de Lavernat ;

VU l'arrêté préfectoral n°DIRCOL 2015-0072 du 15 juin 2015 portant autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent délivrée à la Société Futures Energies Landes de Lavernat sur le territoire de la commune de LAVERNAT

Considérant qu'à la date du 15 juin 2015 les délais et voies de recours contre une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent étaient pour les tiers uniquement limités à un délai de six mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'autorisation ;

Considérant que le législateur a ainsi entendu limiter par rapport au droit commun les possibilités de recours et exclure tout recours à compter de la mise en exploitation pour ce type de projet ;

ARRETE

Article 1 -

La dernière phrase, du second tiret, du deuxième alinéa de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2015 est abrogée.

Article 2 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Lavernat, visible de l'extérieur, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfète de la Sarthe et aux frais de la société Futures Energies Landes de Lavernat dans deux journaux diffusés dans tous les départements de la Sarthe et de l'Indre-et-Loire.

Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les deux mois de sa publicité.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans le délais de quatre mois à compter de la notification en ce qui concerne l'exploitant, ou à compter de la publication en ce qui concerne les tiers.

Article 3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de La Flèche, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, unité territoriale du Mans, le directeur départemental des territoires, le délégué territorial de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, et le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Thierry BARON